

Comité Syndical du 14 décembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le quatorze décembre à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Grande Halle de l'Espace Tully sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ANTHONIOZ-TAVERNIER Elisabeth, BASTARD Catherine, BAUD Richard, BERNARD Patrick, BERTHIER Marie-Pierre, BOCHATON Jean-Marc, BONDAZ Patrick, BURNET Jacques, CHESSEL Pascal, CHUINARD Claire, COLOMER Gérard, COTTET Sophie, DEAGE Joseph, DENNE Jean-Claude, GENOUD Pascal, GERDIL Frédéric, GUILLARD Jean, JACQUIER Olivier, KUNG Jean-François, LEI Josiane, LOMBARD Gérald, MATHIAN Noel, MEDORI ange, MUTILLOD Christophe, PFLIEGER Géraldine, THOMAS Gil, TRABICHET Yannick, TROMBERT Fabien.

Délégués suppléants présents / votants :

Claudine FAUDOT, Georges BLANC, Marie-Christine MICHAUD, Laurent HAUTEVILLE, Philippe VINET, Aubert DE PROYART, Dominique GIRAUD, Catherine PERRIN, Isabelle PLACE-MERMOZ, Rémy FABRE.

Absents excusés :

DEVILLE François donne suppléance à Mme FAUDOT,
LANG Isabelle donne suppléance M. BLANC,
MARTINERIE Catherine donne suppléance à Mme MICHAUD,
MARULLAZ Aube donne suppléance à M. HAUTEVILLE,
MORAND Jean-Claude donne suppléance à M. VINET,
MORIAUD Pascal donne suppléance à Monsieur DE PROYART,
PODEVIN Christian donne suppléance çà Mme GIRAUD,
SONGEON Christophe donne suppléance à Mme PERRIN,
TERRIER Jean-Claude donne suppléance à Mme PLACE-MERMOZ,
VENNER Laetitia donne suppléance à M. FABRE.

Secrétaire de séance : Gil THOMAS

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 28

Nombres de délégués suppléants présents : 10

Nombre de pouvoirs : 0

Nombres de votants : 38

Convocation : 7 décembre 2023

Point n°5 – Détermination des durées d'amortissement des immobilisations

Mme la Présidente expose à l'Assemblée que conformément à l'article L.2321-2 alinéa 27 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les dotations aux amortissements des immobilisations constituent des dépenses obligatoires pour les communes de plus de 3.500 habitants.

L'amortissement obligatoire concerne les immobilisations corporelles ou incorporelles acquises à compter du 1er janvier 1996. Pour rappel, les immobilisations sont des éléments d'actifs destinés à servir de façon durable à l'activité de la collectivité. Les immobilisations comprennent tous les biens et valeurs destinés à rester durablement sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité

L'amortissement est une technique permettant de constater comptablement la dépréciation d'un bien sur sa durée probable de vie et de dégager une ressource en investissement destinée à son renouvellement. La constatation de l'amortissement des immobilisations constitue une opération

d'ordre budgétaire permettant de générer un crédit en recettes d'investissement (chapitre 040 / compte 28x) et un débit en dépense de fonctionnement (chapitre 042 / compte 6811). L'amortissement peut être réalisé selon trois méthodes différentes : linéaire, variable ou dégressive ; la méthode linéaire étant favorisée par les collectivités.

L'article R.2321-1 du CGCT précise les immobilisations concernées par ce dispositif. L'article R.2321-1 du CGCT précise également le principe selon lequel l'assemblée délibérante a la possibilité de fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur un an.

L'amortissement commence à la date de mise en service, conformément à la règle du prorata temporis. Néanmoins, le Comité Syndical peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en service, notamment pour des catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires...). Cette simplification consiste à calculer l'amortissement à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service, la dernière annuité courant jusqu'au 31 décembre de l'exercice, même lorsque le bien est vendu en cours d'année.

Tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation, réforme, destruction).

Le plan d'amortissement ne peut être modifié (durée et mode d'amortissement) qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien, la nature du bien ou à la suite d'une dépréciation (constatation ou reprise) ; cette révision fait l'objet d'une délibération. La base amortissable est alors modifiée de manière exclusivement prospective

L'article R2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante, à l'exception :

1. des frais relatifs aux documents d'urbanisme visés à l'article L.121-7 du Code de l'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans ;
2. des frais d'études et des frais d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans ;
3. des frais de recherche et de développement qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans ;
4. des brevets qui sont amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève ;
5. des subventions d'équipement versées qui sont amorties
 - a) sur une durée maximale de cinq ans lorsqu'elles financent des biens mobiliers, du matériel ou des études auxquelles sont assimilées les aides à l'investissement consenties aux entreprises ;
 - b) sur une durée maximale de trente ans lorsqu'elles financent des biens immobiliers ou des installations ;
 - c) ou sur une de quarante ans lorsqu'elles financent des projets d'infrastructures d'intérêt national (logement social, réseaux très haut débit...).

Vu la nomenclature budgétaire et comptable M57 ;

Vu les articles L.2321-2 alinéa 27 et R.2321-1 du CGCT ;

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte les principes suivants :

Article 1 : Fixer, à compter du 1er janvier 2024, les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Compte	Nature de l'immobilisation	Durée d'amortissement
Compte 202	Frais relatifs aux documents d'urbanisme	10 ans
Compte 2031	Frais d'études et frais d'insertion suivis ou non de réalisation	5 ans
Compte 204133	Subvention équipement versées au Département	30 ans
Compte 204181	Autres subventions équipement	15 ans
Compte 204183	Subvention équipement versées (ferroviaire)	30 ans
Compte 2051	Concessions et droits similaires	2 ans
Compte 2088	Autres immobilisations incorporelles	5 ans

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Compte	Nature de l'immobilisation	Durée d'amortissement
Compte 2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	10 ans
Compte 21351	Installations générales, agencement	15 ans
Compte 2138	Autres constructions	10 ans
Compte 2152	Installations de voirie	6 ans
Compte 215731	Matériel roulant	5 ans
Compte 21578	Autre matériel et outillage de voirie	10 ans
Compte 2158	Autres installations, matériel et outillages techniques	5 ans
Compte 21838	Autre matériel informatique	2 ans
Compte 21848	Autre matériel de bureau et mobilier	5 ans
Compte 2188	Autres immobilisations corporelles	15 ans

Article 2 : La méthode d'amortissement appliquée est la méthode linéaire prorata temporis, les dépréciations étant réparties de manière égale sur la durée de vie du bien.

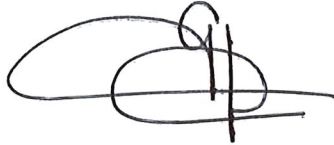
Article 3 : Le seuil d'amortissement des biens de faible valeur est fixé à 500 € TTC.

Article 4 : Tout plan d'amortissement commencé sera poursuivi jusqu'à son terme sauf cession, affectation, mise à disposition, réforme ou destruction du bien.

Article 5 : Les subventions d'investissements encaissées sont amorties au même rythme que l'amortissement du bien.

Article 6 : La présente délibération remplace les délibérations relatives aux amortissements des comités syndicaux du 17/03/2005 et du 29/06/2006.

Le secrétaire de séance,



Gil THOMAS



Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2023 et affichage le / /2023

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.